

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

17 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N° 2022-101-DC

Le dix-sept novembre deux mille vingt-deux à 18 heures, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le 10 novembre deux mille vingt-deux.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN (de 099 à 123), Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA (de 099 à 111), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT (de 099 à 118), Didier ROUSSEAU, Armel FROGER (de 099 à 118), Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET (de 099 à 117), Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Olivier DESCHARD, Sébastien CAILLEAU (de 099 à 116), Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL (de 099 à 117), Gilles BARDIN (de 099 à 118), Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND (de 099 à 114), Michel DELPHIN, François BREE, Patricia COCHET, Éric POEHR, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Bruno PROD'HOMME, Christophe CARDET, Arlette BOURDIER, Sylvie TAGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY

Absent (s) / Excusé(s) :

Marc BONNIN, Christian RUAAULT, Gérard POLICE, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Sylvie BEILLARD, Nathalie MORON, Nathalie SECOUE, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, Isabelle DEVAUX, Noël NERON, Nathalie LIEBAULT, Géraldine LE COZ, Gaëlle FAURE, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Armel FROGER à Sylvie PRISSET (de 119 à 125), Gérard POLICE à Éric MOUSSERION, Sylvie BEILLARD à Éric TOURON, Nathalie MORON à Michel PATTEE, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Isabelle DEVAUX à Sophie TUBIANA (de 099 à 111), Noël NERON à Béatrice GUILLON, Géraldine LE COZ à Thomas GUILMET, Patricia VILLARME à Bertrand CHANDOUINEAU

Secrétaire de séance : Guy BERTIN

	DC 099 à 111	DC 112 à 114	DC 115 à 116	DC 117	DC 118
Membres en exercice	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41
Présents	63	62	61	60	58
Absents - Excusés	18	19	20	21	23
Pouvoirs	9	8	8	8	8
Votants	72	70	69	68	66

	DC 119 à 123	DC 124 à 125
Membres en exercice	81	81
Quorum	41	41
Présents	55	54
Absents - Excusés	26	27
Pouvoirs	9	9
Votants	64	63

NOMENCLATURE M57 – ADOPTION D'UN REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Par délibération 2022-061 du 7 juillet 2022, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a validé la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2023 pour les budgets « principal », « collecte et traitement des déchets » et « lotissement et zones d'activités ».

Cette nomenclature prévoit l'instauration d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF) valable pour la durée de la mandature.

Ce règlement budgétaire et financier formalise et précise les principales règles de gestion financière qui résultent du CGCT, de la loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2001, et du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable applicable aux collectivités.

Il définit également des règles internes de gestion propre à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire dans le respect des textes ci-dessus énoncés et conformément à l'organisation de ses services.

Il rassemble et harmonise des procédures budgétaires en vue de garantir la permanence des méthodes et des processus internes.

Il vise à faire évoluer le budget et la comptabilité en apportant des assouplissements en matière de gestion pluriannuelle, de fongibilité des crédits et gestion des dépenses imprévues.

Le présent règlement ne se substitue pas à la réglementation générale en matière de finances publiques, puisqu'il la précise et l'adapte quand cela est possible.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des Statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu l'article L5217-10-8 de la loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2001 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et des instructions budgétaires et comptables applicables aux EPCI ;

Vu l'adoption préalable de la norme budgétaire et comptable M57 (en lieu et place de la M14), adoptée lors du Conseil communautaire du 7 juillet 2022 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'ADOPTER** le Règlement Budgétaire et Financier tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.


La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :
Pour : 72
Contre :
Abstention :

Date d'affichage :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »